JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

TARIF

ACHAT	ABONNEMENT ANNUEL	ANNONCES
<ul style="list-style-type: none"> ● 1 à 12 pages..... 200 F ● 16 à 28 pages 600 F ● 32 à 44 pages 1000 F ● 48 à 60 pages 1500 F ● Plus de 60 pages 2 000 F 	<ul style="list-style-type: none"> ● TOGO..... 20 000 F ● AFRIQUE..... 28 000 F ● HORS AFRIQUE 40 000 F 	<ul style="list-style-type: none"> ● Récépissé de déclaration d'associations .. 10 000 F ● Avis de perte de titre foncier (1^{er} et 2^e insertions) 10 000 F ● Avis d'immatriculation 10 000 F ● Certification du JO 500 F

NB. Le paiement à l'avance est la seule garantie pour être bien servi.

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à l'EDITOGO Tél : (228) 221-37-18/221-61-07/08 Fax (228) 222-14-89 - BP 891 - LOME

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE - TEL : 221 - 27 - 01 - LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE
TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS
ARRETES ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

2008

11 Août-Décret n° 2008-105/PR portant nomination de conseiller spécial à la Présidence de la République....	2
29 Août-Décret n° 2008-106/PR portant nomination de l'Inspecteur Général des Finances au ministère de l'économie et des finances.....	2
29 Août-Décret n° 2008-107/PR portant nomination du Directeur du Contrôle financier au ministère de l'économie et des finances.....	2

29 Août-Décret n° 2008-108/PR portant nomination du Directeur des affaires Communes au ministère de l'économie et des finances.....	3
29 Août-Décret n° 2008-109/PR portant nomination.....	3
29 août-Décret n° 2008-110/PR portant nomination.....	4
29 août-Décret n° 2008-111/PR portant nomination.....	4
29 août-Décret n° 2008-112/PR portant nomination.....	5
29 août-Décret n° 2008-113/PR portant nomination.....	6
29 août-Décret n° 2003-114/PR relatif à la centrale d'approvisionnement et de gestion des intrants agricoles....	6
29 août-Décret n° 2008-115/PR suspendant la concession de l'activité de manutention de conteneurs au port Autonome de Lomé à la société Ecomarine Manutention..	8
29 août-Décret n° 2008-116/PR accordant la concession de l'activité de manutention de conteneurs au Port Autonome de Lomé à la Société MANU-PORT TOGO..	9
29 août-Décret n° 2008-117/PR portant transformation de la personnalité morale de l'institut de conseil et d'appui technique (I CAT)	10

29 août-Décret n° 2008-118-PR portant transformation de la personnalité morale de l'institut togolais de recherche agronomique (ITRA)..... 12

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS ARRETES ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

DECRET N° 2008-105/PR du 11 Août 2008
Portant nomination de Conseiller Spécial à la Présidence de la République

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;
Vu le décret N° 2005-052/PR du 6 juin 2005 portant organisation des Services de la Présidence de la République ,
Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

Article premier : Monsieur Amah GNASSINGBE est nommé Conseiller Spécial à la Présidence de la République.

Art 2 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 11 août 2008

Le président de la République

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre

Komlan MALLY

DECRET N° 2008-106/PR du 29 Août 2008
Portant nomination de l'Inspecteur Général des finances au ministère de l'Economie et des finances

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Sur proposition du ministre de l'Economie et des Finances ;
Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;
Vu le décret n° 86- 109 du 05 juin 1986 portant organisation et attributions du ministère de l'Economie et des Finances ;
Vu le décret n° 2007-131 /PR du 3 décembre 2007 portant nomination du Premier ministre ;
Vu le décret n° 2007-132/PR du 13 décembre 2007 portant composition du Gouvernement;
Vu le décret n° 2008- 050/PR du 07 mai 2008 portant attributions des ministres d'Etat et ministres ;
Le conseil des ministres entendu ;

DECRETE :

Article premier : Monsieur ADEWUI Essohanam, Administrateur civil de classe exceptionnelle, est nommé Inspecteur Général des Finances.

Art. 2 : Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires.

Art. 3 : Le ministre de l'Economie et des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 29 août 2008

Le président de la République

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre

Komlan MALLY

Le ministre de l'Economie et des Finances

Adéji Otèth AYASSOR

DECRET N° 2008-107/PR du 29 Août 2008
Portant nomination du Directeur du Contrôle Financier au ministère de l'Economie et des Finances

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Sur proposition du ministre de l'Economie et des Finances ;
Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;
Vu le décret n° 86- 109 du 05 juin 1986 portant organisation et attributions du ministère de l'économie et des Finances;
Vu le décret n° 2007-131 /PR du 3 décembre 2007 portant nomination du Premier ministre ;
Vu le décret n° 2007-132/PR du 13 décembre 2007 portant composition du Gouvernement;
Vu le décret n° 2008- 050/PR du 07 mai 2008 portant attributions des ministres d'Etat et ministres ;
Le conseil des ministres entendu ;

DECRETE :

Article premier : Monsieur PANIAH Kofi Agbenoxevi, Administrateur des finances principal, est nommé Directeur du Contrôle Financier

Art 2 : Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires.

Art 3 : Le ministre de l'Economie et des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 29 août 2008

Le président de la République

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre

Komlan MALLY

Le ministre de l'Economie et des Finances

Adéji Otèth AYASSOR

DECRET N° 2008-108/PR du 29 Août 2008

Portant nomination du Directeur des Affaires Communes au ministère de l'Economie et des Finances

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Sur proposition du ministre de l'Economie et des Finances :

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n° 86-109 du 05 juin 1986 portant organisation et attributions du ministère de l'Economie et des Finances ;

Vu le décret n° 2007-131 /PR du 3 décembre 2007 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2007-132/PR du 13 décembre 2007 portant composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2008-050/PR du 07 mai 2008 portant attributions des ministres d'Etat et ministres ;

Le conseil des ministres entendu ;

DECRETE :

Article premier : Madame EDOH-KOSSI Demessi, née AGBAGLAH, administrateur des finances, est nommée Directrice des Affaires Communes.

Art 2 : Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires.

Art 3 : Le ministre de l'Economie et des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 29 août 2008

Le président de la République

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre

Komlan MALLY

Le ministre de l'Economie et des Finances

Adéji Otèth AYASSOR

DECRET N° 2008-109/PR du 29 Août 2008

Portant nomination

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Sur proposition du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche :

Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 97-14 du 10 septembre 1997 portant statuts des Universités du Togo modifiée par la loi n° 2000-002 du 11 janvier 2000 ;

Vu la loi n° 2000-016 du 1^{er} septembre 2000 portant statut spécial du personnel enseignant de l'enseignement supérieur ;

Vu le décret n° 2007-131 PR du 3 décembre 2007 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2007-132 PR du 13 décembre 2007 portant composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2008-050 PR du 07 mai 2008 portant attributions des ministres d'Etat et ministres ;

Vu le décret n° 2008-090 PR du 29 juillet 2008 portant organisation des départements ministériels ;

Vu les résultats de la 29^e session des comités consultatifs interafricains (CCI) du CAMES tenue à Ouagadougou (Burkina Faso) du 16 au 21 juillet 2007 ;

Le conseil des ministres entendu ;

DECRETE :

Article premier : Monsieur Dzayissé Yawo ATAKOUMA n° mle 039733-P, maître de conférences agrégé à la Faculté mixte de médecine et de pharmacie de l'Université de Lomé, inscrit sur la liste d'aptitude aux fonctions de professeur titulaire par les Comités Consultatifs Interafricains (CCI) du CAMES, session du 16 au 21 juillet 2007 tenue à Ouagadougou (Burkina Faso), est nommé Professeur titulaire en pédiatrie.

Art. 2 : Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et le ministre de la Fonction publique, de la Réforme administrative et des Relations avec les Institutions de la République sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 29 août 2008

Le président de la République

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre

Komlan MALLY

Le ministre de la Fonction publique,
de la Réforme administrative et des Relations
avec les Institutions de la République

Katari FOLI-BAZI

Le ministre de l'Enseignement Supérieur
et de la Recherche

Messan Adimado ADUAYOM

DECRET N° 2008-110 /PR du 29 Août 2008
Portant nomination

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche,
Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;
Vu la loi n° 97-14 du 10 septembre 1997 portant statuts des Universités du Togo
modifiée par la loi n° 2000-002 du 11 janvier 2000 ;
Vu la loi n° 2000-016 du 1^{er} septembre 2000 portant statut spécial du personnel
enseignant de l'enseignement Supérieur ;
Vu le décret n° 2007-131/PR du 3 décembre 2007 portant nomination du premier
ministre ;
Vu le décret n° 2007-132/PR du 13 décembre 2007 portant composition du
gouvernement ;
Vu le décret n° 2008-050/PR du 7 mai 2008 relatif aux attributions des ministres
d'Etat et ministres ;
Vu le décret n° 2008-090/PR du 29 juillet 2008 portant organisation des
départements ministériels ;
Vu les résultats de la 29^e session des comités consultatifs interafricains (CCI) du
CAMES tenue à Ouagadougou (Burkina Faso) du 16 au 21 juillet 2007 ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier : Monsieur Amété Yawovi AHADJI n° mle
027370-L, maître de conférences à la faculté des lettres et
sciences humaines de l'Université de Lomé, inscrit sur la liste
d'aptitude aux fonctions de professeur titulaire par les Comités
Consultatifs Interafricains (CCI) du CAMES, session du 16 au
21 juillet 2007 tenue à Ouagadougou (Burkina Faso), est nommé
Professeur titulaire en études germanistiques-civilisation
allemande.

Art. 2 : Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
et le ministre de la Fonction publique, de la Réforme administrative
et des Relations avec les Institutions de la République sont

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent
décret qui sera publié au Journal officiel de la République
togolaise.

Fait à Lomé, le 29 août 2008

Le président de la République

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre

Komlan MALLY

Le ministre de la Fonction publique, de la Réforme
administrative et des Relations avec les
Institutions de la République

Katari FOLI-BAZI

Le ministre de l'Enseignement Supérieur
et de la Recherche

Messan Adimado ADUAYOM

DECRET N° 2008-111/PR du 29 Août 2008
portant nomination

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche,
Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;
Vu la loi n° 97-14 du 10 septembre 1997 portant statuts des Universités du Togo
modifiée par la loi n° 2000-002 du 11 janvier 2000 ;
Vu la loi n° 2000-016 du 1^{er} septembre 2000 portant statut spécial du personnel
enseignant de l'enseignement Supérieur ;
Vu le décret n° 2007-131/PR du 3 décembre 2007 portant nomination du premier
ministre ;
Vu le décret n° 2007-132/PR du 13 décembre 2007 portant composition du
gouvernement ;
Vu le décret n° 2008-050/PR du 7 mai 2008 relatif aux attributions des ministres
d'Etat et ministres ;
Vu le décret n° 2008-090/PR du 29 juillet 2008 portant organisation des
départements ministériels ;
Vu les résultats de la 29^e session des comités consultatifs interafricains (CCI) du
CAMES tenue à Ouagadougou (Burkina Faso) du 16 au 21 juillet 2007 ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier : Monsieur Adoté Blim BLIVI n° mle
036350-Y, maître de conférences à la Faculté des lettres et
sciences humaines de l'Université de Lomé, inscrit sur la liste
d'aptitude aux fonctions de professeur titulaire par les comités
consultatifs interafricains (CCI) du CAMES, session du 16 au

21 juillet 2007 tenue à Ouagadougou (Burkina Faso), est nommé Professeur titulaire en géomorphologie.

Art 2 : Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche et le ministre de la fonction publique, de la réforme administrative et des relations avec les institutions de la République sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 29 août 2008

Le président de la République

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre

Komlan MALLY

Le ministre de la Fonction publique,
de la Réforme administrative et des Relations
avec les Institutions de la République

Katari FOLI-BAZI

Le ministre de l'Enseignement Supérieur
et de la Recherche

Messan Adimado ADUAYOM

DECRET N° 2008-112/PR du 29 Août 2008
portant nomination

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche,
Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;
Vu la loi n° 97-14 du 10 septembre 1997 portant statuts des Universités du Togo modifiée
par la loi n° 2000-002 du 11 janvier 2000 ;
Vu la loi n° 2000-016 du 1^{er} septembre 2000 portant statut spécial du personnel
enseignant de l'enseignement Supérieur ;
Vu le décret n° 2007-131/PR du 3 décembre 2007 portant nomination du premier
ministre ;
Vu le décret n° 2007-132/PR du 13 décembre 2007 portant composition du
gouvernement ;
Vu le décret n° 2008-050/PR du 7 mai 2008 relatif aux attributions des ministres
d'Etat et ministres ;
Vu le décret n° 2008-090/PR du 29 juillet 2008 portant organisation des
départements ministériels ;
Vu les résultats de la 29^e session des comités consultatifs interafricains (CCI) du
CAMES tenue à Ouagadougou (Burkina Faso) du 16 au 21 juillet 2007 ;
Le conseil des ministres entendu.

DECRETE :

Article premier : Monsieur Bouraïma Sopho BOUKARI n° mle 023128-J, maître de conférences agrégé à la Faculté mixte de médecine et de pharmacie de l'Université de Lomé, inscrit sur la liste d'aptitude aux fonctions de professeur titulaire par les comités consultatifs interafricains (CCI) du CAMES, session du 16 au 21 juillet 2007 tenue à Ouagadougou (Burkina Faso), est nommé Professeur titulaire en histologie-embryologie-cytologie.

Art. 2 : Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et le ministre de la Fonction publique, de la réforme administrative et des relations avec les institutions de la République sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 29 août 2008

Le président de la République

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre

Komlan MALLY

Le ministre de la Fonction publique,
de la Réforme administrative et des Relations avec les
Institutions de la République

Katari FOLI-BAZI

Le ministre de l'Enseignement Supérieur
et de la Recherche

Messan Adimado ADUAYOM

DECRET N° 2008-113 / PR du 29 Août 2008
portant nomination

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche,
Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;
Vu la loi n° 97-14 du 10 septembre 1997 portant statuts des Universités du Togo
modifiée par la loi n° 2000-002 du 11 janvier 2000 ;
Vu la loi n° 2000-016 du 1^{er} septembre 2000 portant statut spécial du personnel
enseignant de l'enseignement supérieur ;
Vu le décret n° 2007-131/PR du 3 décembre 2007 portant nomination du premier
ministre ;
Vu le décret n° 2007-132/PR du 13 décembre 2007 portant composition du
gouvernement ;

Vu le décret n° 2008-050/PR du 7 mai 2008 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres ;
 Vu le décret n° 2008-090/PR du 29 juillet 2008 portant organisation des départements ministériels ;
 Vu les résultats de la 29^e session des comités consultatifs interafricains (CCI) du CAMES, tenue à Ouagadougou (Burkina Faso) du 16 au 21 juillet 2007 ;
 Le conseil des ministres entendu.

DECRETE :

Article premier : Monsieur Palokinam Toyi PITCHÉ n° mle 040530-C, maître de conférences agrégé à la Faculté mixte de médecine et de pharmacie de l'Université de Lomé, inscrit sur la liste d'aptitude aux fonctions de professeur titulaire par les comités consultatifs interafricains (CCI) du CAMES, session du 16 au 21 juillet 2007 tenue à Ouagadougou (Burkina Faso), est nommé Professeur titulaire en dermatologie-vénérologie.

Art. 2 : Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et le ministre de la Fonction publique, de la réforme administrative et des relations avec les institutions de la République sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 29 août 2008

Le président de la République

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le premier ministre

Komlan MALLY

Le ministre de la Fonction publique,
 de la Réforme administrative et des Relations avec les
 Institutions de la République

Katari FOLI-BAZI

Le ministre de l'Enseignement Supérieur
 et de la Recherche

Messan Adimado ADUAYOM

DECRET N° 2008-114 / PR du 29 Août 2008
*Relatif à la centrale d'approvisionnement
 et de gestion des intrants agricoles*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Sur le rapport conjoint du ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche et du ministre de l'Economie et des Finances.
 Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n° 86-109 PR du 05 juin 1986 portant organisation et attributions du ministère de l'Economie et des Finances ;
 Vu le décret n° 97-108 PR du 23 juillet 1997 portant attributions et organisation du ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la Pêche ;
 Vu le décret n° 2007-131 PR du 03 décembre 2007 portant nomination du Premier ministre ;
 Vu le décret n° 2007-132 PR du 13 décembre 2007 portant composition du gouvernement ;
 Vu le décret n° 2008-050 PR du 7 mai 2008 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres ;
 Le conseil des ministres entendu.

DECRETE :

CHAPITRE I^{er} – DISPOSITIONS GENERALES

Article premier : Il est créé et placé sous la tutelle du ministre chargé de l'Agriculture, une centrale d'approvisionnement et de gestion des intrants agricoles ci-après désignée « CAGIA ». La CAGIA est un établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Art. 2 : La CAGIA a pour objet l'achat et la revente des engrais, des pesticides et autres intrants nécessaires à la production agricole.

Art. 3 : Le ministre de tutelle définit, en collaboration avec le ministre chargé des finances, la politique sectorielle de la CAGIA dans le cadre de la politique générale et des orientations globales définies par le gouvernement.

Art. 4 : Le ministre chargé des finances apporte l'appui nécessaire à l'amélioration des performances de la CAGIA.

Il veille à la mise en place d'un contrôle de gestion et élabore périodiquement un rapport sur la situation financière de la CAGIA.

CHAPITRE II – ATTRIBUTIONS

Art. 5 : La centrale d'approvisionnement et de gestion des intrants agricoles est chargée :

- de recueillir et d'analyser en début de campagne, les besoins exprimés par les régions pour toutes les spéculations et tous les intrants ;
- de faire des simulations de prix CAF, du coût de revient et du prix de cession aux producteurs avec des hypothèses maximale et minimale en relation avec l'évolution du marché ;
- de gérer toutes les actions rentrant dans le cadre des consultations et attributions de marché ;
- d'élaborer et de mettre en œuvre un programme de répartition des intrants en fonction des besoins et des réalités locales ;
- d'élaborer les propositions de prix de cession des intrants aux producteurs ;
- de gérer tout don en intrants destiné à l'Etat togolais ;

- de faire le bilan de chaque campagne agricole écoulée.

CHAPITRE III – ORGANISATION

Art. 6 : Les organes de la centrale sont :

- le conseil de suivi ;
- le comité de gestion ;
- la direction de la centrale.

Section 1^{re} : Le conseil de suivi

Art. 7 : Le conseil de suivi approuve les conventions et contrats passés entre la CAGIA et les fournisseurs.

Art. 8 : Le conseil de suivi nomme et révoque les membres du comité de gestion. Il adresse au gouvernement un rapport annuel sur l'état de la CAGIA.

Art. 9 : Le conseil de suivi se réunit en session ordinaire sur convocation du ministre chargé de l'Agriculture deux (2) fois par an en début et en fin de campagne. Il peut se réunir en session extraordinaire en cas de besoin.

Art. 10 : Le conseil de suivi est composé du ministre chargé de l'Agriculture, du ministre chargé des Finances, du ministre chargé du Commerce et du ministre chargé du Développement.

Section 2 : Le comité de gestion

Art. 11 : Le comité de gestion est investi des pouvoirs en vue de la réalisation des missions de la CAGIA :

- il arrête le programme des activités dans le cadre de la politique agricole définie par le gouvernement ;
- il adopte le budget et arrête les comptes de la CAGIA ;
- il fixe les taux des prestations et services de la CAGIA et approuve les dépenses sur les comptes hors budget ;
- il arrête la rémunération du personnel mis à la disposition ou recruté par CAGIA
- il approuve le règlement intérieur et le rapport d'activités de la CAGIA ;
- il approuve les règles de recrutement du personnel.

Art. 12 : Le comité de gestion se réunit en session ordinaire trois (3) fois par an sur convocation de son président. Il peut se réunir en session extraordinaire en cas de besoin.

Art. 13 : Le comité de gestion adopte son règlement intérieur.

Art. 14 : Le comité de gestion est composé de onze (11) membres :

- un représentant du ministre chargé de l'Agriculture. (président) :

- un représentant du ministre de l'Economie et des Finances (vice-président) ;

- un représentant du ministre chargé du Commerce ;

- un représentant du ministre chargé du Développement ;

- un représentant de la société togolaise de coton (SOTOCO) ;

- un représentant de l'institut de Conseil et d'Appui Technique (ICAT) ;

- un représentant de l'institut de Recherche Agronomique (ITRA) ;

- un représentant du bureau national des chambres régionales d'agriculture ;

- un représentant des producteurs de vivriers ;

- un représentant des producteurs de coton ;

- un représentant des producteurs de café et cacao.

Section 3 : La Direction de la CAGIA

Art. 15 : La CAGIA est gérée par un directeur nommé par décret en conseil des ministres.

Art. 16 : Le directeur a pour attributions l'élaboration du règlement du programme et du rapport d'activités, des règles de recrutement du personnel et des rapports financiers.

Il est chargé de la mise en œuvre des délibérations du conseil de suivi.

Art. 17 : La CAGIA comprend outre la direction centrale, des antennes au sein des directions régionales de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche.

Section. 4 : Régime financier et comptable

Art. 18 : Les ressources de la centrale d'approvisionnement et de gestion des intrants agricoles proviennent :

- du produit des ventes des intrants ;
- des subventions de l'Etat ;
- des dons et subventions internationaux ;
- des emprunts.

Art. 19 : Un arrêté conjoint du ministre chargé de l'agriculture et du ministre chargé des finances fixe, pour chaque année, le pourcentage maximum des dépenses affectées au fonctionnement de la CAGIA.

Art. 20 : Les ressources ci-dessus, une fois mises à la disposition de la centrale sont affectées

- à l'acquisition des intrants ;
- au fonctionnement de la centrale ;
- au remboursement des emprunts.

Art. 21 : Le régime financier et comptable de la centrale obéit aux règles régissant la comptabilité des établissements publics.

Art. 22 : L'Etat participe au financement de la centrale et l'inscrit au budget général au titre du ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche.

CHAPITRE IV - DISPOSITIONS FINALES

Art. 23 : Le présent décret abroge le décret n° 2006-023/PR du 08 mars 2006 portant création d'un office des fertilisants, engrais et pesticides.

Art. 24 : Le ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 29 Août 2008

Le président de la République

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre

Komlan MALLY

Le ministre de l'Economie et des Finances

Adji Othèth AYASSOR

Le ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche

Kossi Messan AWOVOR

DECRET N° 2008-115/PR du 29 Août 2008
suspendant la concession de l'activité de manutention de conteneurs au port autonome de Lomé à la société Ecomarine Manutention

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport conjoint du ministre des Travaux publics, des Transports, de l'Urbanisme et de l'Habitat et du ministre de l'Economie et des Finances,
Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu l'ordonnance n° 67-12 du 7 avril 1967 portant création du Port Autonome de Lomé;

Vu l'ordonnance n° 94-002 du 10 juin 1994 portant désengagement de l'Etat et d'autres personnes morales de droit public des entreprises ;

Vu le décret n° 91-027/PMRT du 2 octobre 1991 portant transformation du Port Autonome de Lomé en société d'Etat;

Vu le décret n° 94-038/PR du 10 juin 1994 pris en application de l'ordonnance n° 94-002 du 10 juin 1994 ;

Vu le décret n° 2001-162/PR du 14 septembre 2001 fixant les conditions de la mise en concession de l'activité de manutention au Port Autonome de Lomé ;

Vu le décret n° 2004-120/PR du 09 juin 2004 accordant la concession de l'activité de manutention de conteneurs au port autonome de Lomé à la société Ecomarine Manutention ;

Vu le décret n° 2007-131/PR du 3 décembre 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2007-132/PR du 13 décembre 2007 portant composition du gouvernement ;

Vu le décret n° 2008-050/PR du 7 mai 2008 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres ;

Le conseil des ministres entendu.

DECRETE :

Article premier : La concession de l'activité de manutention de conteneurs au Port Autonome de Lomé à la société Ecomarine Manutention est suspendue.

Art. 2 : Le ministre des travaux publics, des Transports, de l'Urbanisme et de l'Habitat et le ministre de l'Economie et des Finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 29 Août 2008

Le président de la République

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre

Komlan MALLY

Le ministre de l'Economie et des Finances

Adji Othèth AYASSOR

Le ministre des Travaux publics, des Transports, de l'Urbanisme et de l'Habitat

Célestin Ekpaoh TALAKI

DECRET N° 2008-116/PR du 29 Août 2008
accordant la concession de l'activité de manutention de conteneurs au Port Autonome de Lomé à la Société MANUPORT TOGO.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport conjoint du ministre des Travaux publics, des Transports, de l'Urbanisme et de l'Habitat et du ministre de l'Economie et des Finances,
Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu l'ordonnance n° 67-12 du 7 avril 1967 portant création du Port Autonome de Lomé;

Vu l'ordonnance n° 94-002 du 10 juin 1994 portant désengagement de l'Etat et d'autres personnes morales de droit public des entreprises ;

Vu le décret n° 91-027/PMRT du 2 octobre 1991 portant transformation du Port Autonome de Lomé en société d'Etat ;

Vu le décret n° 94-038 du 10 juin 1994 pris en application de l'ordonnance n°94-002 du 10 juin 1994 ;

Vu le décret n° 2001-162 PR du 14 septembre 2001 fixant les conditions de la mise en concession de l'activité de manutention au Port Autonome de Lomé ;

Vu le décret n° 2007-131 PR du 3 décembre 2007 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2007-132-PR du 13 décembre 2007 portant composition du gouvernement ;

Vu le décret n° 2008-050 PR du 7 mai 2008 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres ;

Vu la convention en date du 5 juin 2008 dénommée «accord-cadre» signée entre l'Etat togolais et les sociétés MEDITERRANEAN SHIPPING COMPANY, GETMA INTERNATIONAL et MANUPORT TOGO;

Le conseil des ministres entendu.

DECRETE :

Article premier : Il est accordé à la société MANUPORT TOGO une concession non exclusive de l'activité de manutention de conteneurs au Port Autonome de Lomé.

Art. 2 : La présente concession est consentie jusqu'à la mise en activité de l'extension portuaire et du futur terminal tels que projetés dans l'accord-cadre.

A défaut de réalisation dudit projet, la présente concession sera caduque de plein droit.

Art. 3 : En cas de non respect des délais des Travaux de construction de la nouvelle darse et du futur terminal privé, l'Etat togolais pourra suspendre la présente concession.

Art. 4 : Le ministre des Travaux publics, des Transports, de l'Urbanisme et de l'Habitat et le ministre de l'Economie et des Finances sont autorisés à signer pour le compte de l'Etat, la convention de concession de l'activité de manutention de conteneurs au Port Autonome de Lomé à intervenir entre l'Etat et la Société MANUPORT TOGO.

Art. 5 : Le concessionnaire, sur la base du plan d'entreprise et du programme d'investissement, paiera trimestriellement, à compter de la signature de la convention de concession, une redevance et des droits de stationnement déterminés de la façon suivante :

a) Redevance

- une redevance d'un montant de treize mille cinq cents (13 500) Francs CFA par mouvement de conteneur de 20' et de 40' confondus, pleins et vides confondus ;

- une redevance d'un montant équivalent à la contre valeur en Francs CFA de cinq (5) Euros par conteneurs plein pour les conteneurs en transbordement à Lomé.

b) Droits de stationnement

Quatre-vingt-dix pour cent (90%) des recettes de stationnement de conteneurs sur terre plein.

Art. 6 : La redevance aux mouvements versée par le concessionnaire sera révisée, au-delà de la première année, en tenant compte des nouvelles statistiques d'exploitation.

Art. 7 : Le ministre des Travaux publics, des Transports, de l'Urbanisme et de l'Habitat et le ministre de l'Economie et des Finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 29 Août 2008

Le président de la République

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre

Komlan MALLY

Le ministre de l'Economie et des Finances

Adji Othèth AYASSOR

Le ministre des Travaux publics,
des Transports, de l'Urbanisme et de l'Habitat

Célestin Ekpaoh TALAKI

**DECRET N° 2008-117/PR du 29 Août 2008
portant transformation de la personnalité morale
de l'institut de conseil et d'appui technique (ICAT)**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche et du ministre de l'Economie et des Finances ;

Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 90-26 du 04 décembre 1990 portant réforme du cadre institutionnel et juridique des entreprises publiques ;

Vu le décret n° 91-197 du 16 août 1991 portant application de la loi n° 90-26 du 04 décembre 1990 portant réforme du cadre institutionnel et juridique des entreprises publiques ;

Vu le décret n° 2007-131/PR du 03 décembre 2007 portant nomination du Premier ministre

Vu le décret n° 2007-132/PR du 13 décembre 2007 portant composition du gouvernement ;

Vu le décret n° 2008-050/PR du 07 mai 2008 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres ;

Vu le décret n° 2008-090/PR du 29 juillet 2008 portant organisation des départements ministériels ;

Le conseil des ministres entendu.

DECRETE :

CHAPITRE 1^{er} - DISPOSITIONS GENERALES

Article premier : L'Institut de Conseil et d'Appui Technique (ICAT) est transformé en établissement public à caractère agricole et placé sous la tutelle du ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la pêche.

L'ICAT est doté de la personnalité morale et de l'autonomie de gestion.

Art. 2 : L'ICAT a pour objet de contribuer, en collaboration avec les autres services de l'Etat, à la promotion du monde rural par la professionnalisation des producteurs agricoles à travers des activités d'encadrement et de soutien à la production dans les domaines des productions végétales, animales, halieutiques, forestières, de l'environnement ainsi que le transfert des technologies agricoles et alimentaires.

CHAPITRE II - ATTRIBUTIONS

Art. 3 : L'institut de conseil et d'appui technique est chargé de :

1. fournir un appui technique aux agriculteurs et leurs organisations afin de permettre une amélioration de la productivité et un accroissement des productions tout en préservant l'environnement ;
2. concevoir et d'offrir des systèmes performants de formation et d'appui technique aux producteurs : à ce titre, il fournit à l'Etat et à tout opérateur privé qui le sollicite des services et conseils techniques divers en matière d'études, d'analyse, d'expertise ou de gestion des exploitations ;
3. contribuer au développement ou à la consolidation des organisations professionnelles agricoles par un appui à la constitution de groupements de base et à leur renforcement sous forme d'unions ou de fédérations en vue notamment de leur permettre une plus grande participation à la définition et au suivi des politiques agricoles ainsi qu'un plus grand contrôle des services agricoles ;
4. participer à l'orientation des travaux de recherche agricole avec comme objectif principal leur application pratique.

CHAPITRE III - ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Art. 4 : L'Institut de Conseil et d'Appui technique dispose de trois organes :

- le conseil de surveillance ;
- le conseil d'administration ;
- la direction générale.

SECTION 1^{re} : LE CONSEIL DE SURVEILLANCE :

Art. 5 : Le conseil de surveillance a pour missions :

- d'arrêter les orientations stratégiques de l'ICAT ;
- d'approuver les manuels de procédures de l'ICAT ;

- d'approuver le rapport annuel d'activités de l'ICAT ;
- d'approuver les états financiers de l'ICAT ;
- de nommer et de révoquer les membres du conseil d'administration ;
- de fixer des indemnités des membres du conseil d'administration ;
- d'adresser au gouvernement un rapport annuel sur les activités de l'ICAT.

Art. 6 : Le conseil de surveillance est composé du ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la pêche, du ministre de l'Economie et des Finances et du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Art. 7 : Le conseil de surveillance se réunit en session ordinaire sur convocation du ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche deux (2) fois par an. Il peut se réunir en session extraordinaire en cas de besoin.

SECTION 2 : LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Art. 8 : Le conseil d'administration est investi des pouvoirs en vue de la réalisation des missions de l'institut. A ce titre, il :

- arrête le programme des activités dans le cadre de la politique agricole définie par le gouvernement ;
- adopte les manuels de procédures de l'ICAT ;
- adopte le budget et approuve les comptes de l'institut ;
- fixe les taux des prestations et services de l'institut et approuve les dépenses sur les comptes ;
- arrête la rémunération du personnel de l'institut.

Le conseil d'administration approuve les statuts et le règlement intérieur de l'ICAT, le recrutement et la formation du personnel.

Art. 9 : Le conseil d'administration se réunit en session ordinaire trois (3) fois par an. Il peut se réunir en session extraordinaire en cas de besoin.

Art. 10 : Le conseil d'administration adopte son règlement intérieur et le fait approuver par le conseil de surveillance.

Art. 11 : Le conseil d'administration est composé de neuf (9) membres :

- un (1) représentant du ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche ;
- un (1) représentant du ministre de l'Economie et des Finances ;
- un (1) représentant de la filière cotonnière ;
- un (1) représentant de la filière café-cacao ;
- un (1) représentant de la filière des produits vivriers ;
- un (1) représentant de la filière élevage ;
- un (1) représentant de la filière pêche ;
- un (1) représentant de l'institut togolais de recherche agronomique (ITRA) ;

- un (1) représentant du bureau national des chambres régionales d'agriculture.

Le conseil d'administration élit un président en son sein.

SECTION 2 : LA DIRECTION GENERALE

Art. 12 : La direction générale est l'organe d'exécution des décisions du conseil d'administration.

Art. 13 : L'Institut de Conseil et d'Appui Technique est géré par un directeur général nommé par décret en conseil des ministres sur proposition du ministre chargé de l'agriculture. Le directeur général représente l'ICAT en justice.

Art. 14 : La direction générale de l'ICAT comprend :

- la Direction de l'Appui Opérationnel (DAO) ;
- la Direction des Etudes et de Conseils (DEC) ;
- la Direction des Finances et de la Comptabilité (DFC) ;
- la Direction des Ressources Humaines (DRH).

Outre la direction générale, les structures déconcentrées de l'ICAT sont constituées des directions régionales, des agences et antennes dans les préfectures.

Sur décision du conseil d'administration, il peut être créé ou supprimé des directions et/ou services.

CHAPITRE IV - REGIME FINANCIER ET COMPTABLE

Art. 15 : Les ressources de l'ICAT proviennent :

- des subventions de l'Etat ;
- des subventions d'organes publics, parapublics ou privés nationaux ou internationaux ;
- du produit des prestations de services diversifiés.

Art. 16 : Les ressources de l'ICAT sont affectées :

- au fonctionnement et à l'équipement ;
- au financement des programmes et projets.

Art. 17 : Le régime financier et comptable de l'institut obéit aux règles régissant la comptabilité des établissements publics.

CHAPITRE V - DISPOSITIONS FINALES

Art. 18 : Est abrogé le décret n° 97-106/PR du 23 juillet 1997 portant création de l'institut de conseil et d'appui technique.

Art. 19 : Le ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés,

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise,

Fait à Lomé, le 29 Août 2008

Le président de la République

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre

Komlan MALLY

Le ministre de l'Economie et des Finances

Adjji Othèth AYASSOR

Le ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche

Kossi Messan AWOVOR

DECRET N° 2008-118/PR du 29 Août 2008
portant transformation de la personnalité morale
de l'Institut Togolais de Recherche Agronomique (ITRA)

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche et du ministre de l'Economie et des Finances et du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 90-26 du 04 décembre 1990 portant réforme du cadre institutionnel et juridique des entreprises publiques ;

Vu le décret n° 91-197 du 16 août 1991 portant application de la loi n° 90-26 du 04 décembre 1990 portant réforme du cadre institutionnel et juridique des entreprises publiques ;

Vu le décret n° 2007-131/PR du 03 décembre 2007 portant nomination du Premier ministre

Vu le décret n° 2007-132/PR du 13 décembre 2007 portant composition du gouvernement ;

Vu le décret n° 2008-050/PR du 07 mai 2008 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres ;

Vu le décret n° 2008-090/PR du 29 juillet 2008 portant organisation des départements ministériels ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

CHAPITRE I^{er} - DISPOSITIONS GENERALES

Article premier : L'Institut Togolais de Recherche Agronomique (ITRA) est transformé en un établissement public à caractère scientifique et agricole et placé sous la tutelle du ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche.

L'ITRA est doté de la personnalité morale et de l'autonomie de gestion.

Art. 2 : L'ITRA a pour objet de mener, en collaboration avec les autres services de l'Etat, les activités de recherche visant la promotion du développement agricole et la professionnalisation du monde rural notamment dans les domaines des productions végétales, animales, halieutiques, forestières, de l'environnement ainsi que des technologies agricoles et alimentaires et leur transfert.

CHAPITRE II - ATTRIBUTIONS

Art. 3 : L'ITRA est chargé de :

1. mettre en œuvre une recherche agronomique performante conformément à la politique agricole nationale en fonction des zones agro climatiques et de l'environnement scientifique national et international ;
2. mener des études en vue d'assurer la protection de l'environnement ;
3. développer des technologies agricoles et alimentaires adaptées au contexte national ;
4. valoriser les résultats de la recherche à travers un transfert cohérent de technologies et la protection juridique.

CHAPITRE III - ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Art. 4 : L'ITRA dispose de quatre organes :

- le conseil de surveillance ;
- le conseil d'administration ;
- le conseil scientifique ;
- la direction générale.

SECTION I^{re} : LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

Art. 5 : Le conseil de surveillance a pour missions :

- d'arrêter les orientations stratégiques de l'ITRA ;
- d'approuver les manuels de procédures de l'ITRA ;
- d'approuver le rapport annuel d'activités de l'ITRA ;
- d'approuver les états financiers de l'ITRA ;
- de nommer et de révoquer les membres du conseil d'administration et du conseil scientifique ;
- de fixer les indemnités des membres des conseils d'administration et scientifique
- d'adresser au gouvernement un rapport annuel sur les activités de l'ITRA.

Art. 6 : Le conseil de surveillance est composé du ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, du ministre de l'Economie et des Finances et du ministre de l'Enseignement Supérieur et de la recherche.

Art. 7 : Le conseil de surveillance se réunit en session ordinaire sur convocation du ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, deux (2) fois par an. Il peut se réunir en session extraordinaire en cas de besoin.

SECTION 2 : LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Art. 8 : Le conseil d'administration est investi des pouvoirs en vue de la réalisation des missions de l'institut. A ce titre, il :

- arrête le programme des activités dans le cadre de la politique agricole définie par le gouvernement ;
- adopte les manuels de procédures de l'ITRA ;
- adopte le budget et approuve les comptes de l'institut ;
- fixe les taux des prestations et services de l'institut et approuve les dépenses sur les comptes ;
- arrête la rémunération du personnel de l'institut.

Le conseil d'administration approuve les statuts et le règlement intérieur de l'ITRA, le recrutement et la formation du personnel.

Art. 9 : Le conseil d'administration se réunit en session ordinaire trois (3) fois par an sur convocation de son président. Il peut se réunir en session extraordinaire en cas de besoin.

Art. 10 : Le conseil d'administration adopte son règlement intérieur et le fait approuver par le conseil de surveillance.

Art. 11 : Le conseil d'administration est composé de dix (10) membres :

- un (1) représentant du ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche ;
- un (1) représentant du ministre de l'Economie et des Finances ;
- un (1) représentant du ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche ;
- un (1) représentant de la filière cotonnière ;
- un (1) représentant de la filière café-cacao ;
- un (1) représentant de la filière des produits vivriers ;
- un (1) représentant de la filière élevage ;
- un (1) représentant de la filière pêche ;
- un (1) représentant de l'Institut de Conseil et d'Appui Technique (ICAT) ;
- un (1) représentant du bureau national des chambres régionales d'agriculture.

Le conseil d'administration élit un président en son sein.

SECTION 3 : LE CONSEIL SCIENTIFIQUE

Art. 12 : Le conseil scientifique approuve les programmes de recherche en fonction de la politique agricole en vigueur et des évolutions de la science.

Art. 13 : Le conseil scientifique est composé de sept (7) membres :

- trois (3) représentants de l'Ecole Supérieure d'Agronomie (ESA) ;
- deux (2) représentants des Facultés Des Sciences (FDS) ;
- un (1) représentant de l'Ecole Supérieure des Techniques Biologiques et Alimentaires (ESTEBA) ;
- un (1) représentant d'un centre international de recherche installé sur le territoire togolais.

Le conseil scientifique élit un président en son sein.

Le conseil scientifique peut faire appel à toute personne dont la compétence est jugée utile dans l'accomplissement de sa mission.

Art. 14 : Le conseil scientifique se réunit une fois par an sur convocation de son président. Il peut se réunir en session extraordinaire en cas de besoin.

Le directeur scientifique de l'ITRA assure le secrétariat du conseil scientifique.

SECTION 4 : LA DIRECTION GENERALE

Art. 15 : La direction générale est l'organe d'exécution des décisions du conseil d'administration.

Art. 16 : L'ITRA est dirigé par un directeur général nommé par décret en conseil des ministres sur proposition du ministre chargé de l'Agriculture. Il représente l'ITRA en justice.

Art. 17 : La direction générale de l'ITRA comprend :

- la Direction Scientifique (DS) ;
- la Direction des Laboratoires (DL) ;
- la Direction de l'Administration, des Finances et de la Comptabilité (DAFC).

Outre la direction générale, les structures déconcentrées de l'ITRA sont constituées des centres de recherche agronomique représentant les différentes zones agro-écologiques.

Sur décision du conseil d'administration, il peut être créé ou supprimé des directions et/ou services.

CHAPITRE IV - REGIME FINANCIER ET COMPTABLE

Art. 18 : Les ressources de l'ITRA proviennent :

- des subventions de l'Etat ;
- des subventions d'organes publics, parapublics ou privés nationaux ou internationaux ;
- du produit des prestations de services diversés.

Art. 19 : Les ressources de l'institut sont affectées :

- au fonctionnement et à l'équipement ;
- au financement des programmes et projets.

Art. 20 : Le régime financier et comptable de l'ITRA obéit aux règles régissant la comptabilité des établissements publics.

CHAPITRE V - DISPOSITIONS FINALES

Art. 21 : Est abrogé le décret n° 97-105/PR du 23 juillet 1997 portant création de l'institut togolais de recherche.

Art. 22 : Le ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, le ministre l'Economie et des Finances et le ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 29 Août 2008

Le président de la République

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre

Komlan MALLY

Le ministre de l'Economie et des Finances

Adji Othèth AYASSOR

Le ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche

Kossi Messan AWOVOR

Le ministre de l'Enseignement Supérieur
et de la Recherche

Messan Adimado ADUAYOM